

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse cedex 01

Mulhouse, le 19/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Vynova PPC SAS

95, Rue du Général de Gaulle
BP 60090
Cedex
68802 Thann

Références : 0006700433_2024_09_20_VYNOVA_suivi_ech_EAU
Code AIOT : 0006700433

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2024 dans l'établissement Vynova PPC SAS implanté 95, Rue du Général de Gaulle BP 60090 Cedex 68802 Thann. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi de l'arrêté de mise en demeure du 08/12/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Vynova PPC SAS
- 95, Rue du Général de Gaulle BP 60090 Cedex 68802 Thann
- Code AIOT : 0006700433
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Vynova PPC SAS est installée sur la plateforme industrielle chimique de Thann qu'elle partage avec la société TRONOX. Ces deux entreprises sont classées SEVESO Seuil Haut. Créé en 1808, le site Vynova PPC SAS emploie environ 240 personnes. Il dispose de deux secteurs de fabrication :

- le premier, fonctionnant essentiellement en continu, fabrique du chlore et des dérivés potassiques comme produits de chimie de commodités.
- le deuxième, fonctionnant essentiellement par campagnes, fabrique des produits bromés organiques et minéraux, comme produits de chimie fine.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Stockage de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Déclenchement de l'ouverture du bassin	AP Complémentaire du 04/06/2008, article 7.1.1.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté le retour à la conformité de l'établissement sur les 2 points ayant fait l'objet de l'arrêté de mise en demeure du 08/12/2023 : les rétentions des produits chimiques incompatibles entre eux de l'unité de neutralisation des effluents ont été séparées et le pilotage du bassin de sécurité a été modifié.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des déversements accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 31/05/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription (arrêté de mise en demeure du 08/12/2023) date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2024
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Il a été constaté que l'exploitant a modifié la configuration de l'installation de neutralisation de ses effluents mettant en œuvre des bases et des acides. Les 2 stockages (acide sulfurique et soude), initialement disposés dans la même rétention, ont été séparés. Compte tenu des besoins réduits en soude par rapport à ceux en acide (les effluents ont une tendance à la basicité plutôt qu'à l'acidité), l'exploitant a implanté une nouvelle cuve de soude de capacité réduite (1,1 m ³ contre 10 m ³ initialement). Cette nouvelle capacité est équipée de sa propre rétention d'un volume de 1,2 m ³ selon l'exploitant et protégée des eaux de pluies par un auvent. La cuve d'acide de 10m ³ est restée dans la rétention initiale, l'ancienne cuve de 10 m ³ de soude a été retirée. Il est constaté un retour à la conformité sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Déclenchement de l'ouverture du bassin

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/06/2008, article 7.1.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 31/05/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription (arrêté de mise en demeure du 08/12/2023)• date d'échéance qui a été retenue : 08/03/2024
Prescription contrôlée : <p>L'ouverture du bassin est asservie à la mesure de paramètres représentatifs. Au minimum, les paramètres suivants sont mesurés en continu :</p> <ul style="list-style-type: none">- pH,(...) <p>Des valeurs seuils seront fixées par l'exploitant afin de respecter les normes de rejets dans la Thur. En cas de dépassement de seuil, une alarme se déclenchera et entraînera le déclenchement d'une procédure pour autoriser le déversement de l'effluent pollué dans le bassin. Les organes nécessaires à la mise-en service du bassin devront pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p>
Constats : <p>Il a été constaté en inspection que le pilotage du bassin de sécurité dénommé B4000 destiné à confiner un effluent non conforme afin qu'il ne se rejette pas dans le milieu naturel avait été modifié.</p> <p>Initialement le pilotage du B4000 sur dépassement des valeurs pH se faisait via un pHmètre disposé au droit même du B4000 en amont immédiat de la vanne papillon permettant de stopper le rejet de l'effluent au milieu naturel (canal usinier de la Thur). Une temporisation de 2 minutes sur dépassement de pH était appliquée avant actionnement de la vanne dont le temps de fermeture est estimé par l'exploitant à plus d'une minute.</p> <p>Cette configuration conduisait à rejeter un effluent potentiellement non conforme (uniquement en valeur de pH) pendant 3 minutes.</p> <p>L'exploitant a modifié le pilotage du bassin de sécurité en asservissant le fonctionnement de la vanne papillon au pHmètre disposé à environ 1 km en amont du rejet, au point G au niveau de l'installation de neutralisation des effluents en limite physique du site (le bassin 4000 est déporté à plus d'un kilomètre du site).</p> <p>Une temporisation de 3 minutes est appliquée à la commande de la vanne sur dépassement de pH au point G. Il a été constaté en inspection que cette temporisation est compatible avec le temps d'écoulement de l'effluent dans la canalisation. En effet, l'analyse des relevés de pH au niveau du point G et B4000 démontre que la fermeture de la vanne d'isolement intervient avant que l'effluent non conforme n'arrive au bassin.</p> <p>L'exploitant indique toutefois que la valeur de pH mesurée au point G n'est pas stabilisée car en aval immédiat de la neutralisation. De manière conservatoire, cette situation conduit à utiliser le bassin de sécurité de manière plus fréquente que par le passé car la neutralisation de l'effluent peut être effective entre le point G et le B4000.</p> <p>L'exploitant rapporte également un projet de remplacement de la vanne papillon pendant l'arrêt 2025 par une vanne plus performante en terme de temps de fermeture. Ce remplacement permettrait de déporter le pilotage de la vanne sur dépassement de pH au niveau d'un pHmètre plus aval et s'affranchir du temps de neutralisation de l'effluent.</p> <p>L'inspection rappelle toutefois à l'exploitant que l'utilisation du B4000 est la dernière barrière de</p>

sécurité avant le rejet au milieu naturel et que son utilisation doit être la plus réduite possible. La détection d'un événement conduisant à un rejet non conforme doit être réalisée le plus en amont possible. L'exploitant s'est engagé dans une démarche de pose de conductimètres au plus près des installations afin de détecter précocement un problème d'exploitation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure